



Focus

**Unistra : un ADN**

**européen**



**L'histoire de l'Université de Strasbourg est intimement liée à celle de l'Europe. Reconnue pour son expertise sur les questions européennes, elle travaille également à donner aux étudiants un espace privilégié de mobilité. Au travers de nombreux projets de recherche comme de formation, c'est l'Europe de la culture, des frontières, des langues, celle du futur que questionne l'Université de Strasbourg. Focus sur un caractère résolument européen qui continue à se forger.**

## Européenne avant l'Europe

Une université dans une capitale européenne. Qu'est-ce que cela change tant du point de vue de la formation que de la recherche ? Cela implique-t-il des responsabilités particulières ? Réponses avec Sylvain Schirmann, ancien directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg, professeur d'histoire des relations internationales et responsable du nouveau centre d'excellence Jean Monnet.

Strasbourg est le siège du Conseil de l'Europe et du Parlement européen : comment cela se vit-il du côté de l'université ?

L'Université de Strasbourg a été fondée dans le contexte de la Renaissance et du débat sur la remise en cause de l'autorité de l'Église catholique par la Réforme. Cette université est créée dans ce grand mouvement européen d'émergence de l'individu. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'École de droit et de diplomatie créée à Strasbourg par Schoepflin forme des responsables européens de premier plan, dont le chancelier autrichien Metternich, l'homme du Congrès de Vienne. Strasbourg est en première ligne de cette grande réforme pédagogique insufflée par les Lumières et qui traverse l'Europe. Un siècle plus tard, Strasbourg devient l'une des universités allemandes où sont appliquées les visions de Humboldt en matière d'organisation universitaire. Et, au retour à la France en 1918, elle est à nouveau pionnière dans le domaine des sciences humaines et sociales puisque c'est ici qu'est créée l'École des Annales de Marc-Bloch et Lucien-Febvre. Bien avant que les institutions actuelles ne s'installent à Strasbourg, l'université est au cœur de tous les grands courants de l'histoire intellectuelle et universitaire européenne.

← Lors de la rencontre des jeunes européens (European Youth Event - 2018) organisée par le Parlement européen.

La présence des institutions européennes donne-t-elle à l'Université de Strasbourg un caractère européen que les autres universités n'auraient pas ?

Peut-être convient-il de rappeler, là encore, que le 10 août 1949, le Conseil de l'Europe tient sa première séance dans l'aula du Palais universitaire. Ce n'est pas rien... Par la suite, l'assemblée parlementaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et le Parlement européen s'installent à Strasbourg. Et bien sûr, l'université accompagne cette installation des institutions européennes : le Collège des études européennes est créé à Strasbourg au début des années 1950 ; il devient par la suite l'Institut des hautes études européennes intégré dans l'IEP en 2012 et dont le centre d'excellence Jean Monnet est un lointain successeur. On peut aussi citer la thèse de droit du professeur Robert Kovar sur le pouvoir réglementaire de la CECA : cette première thèse de droit communautaire signe le début de l'école juridique de droit communautaire de Strasbourg. En 1980, le professeur Raymond Poidevin organise, à Strasbourg, le premier colloque consacré à l'histoire de la construction européenne. Plus récemment, le commentaire du Traité de Maastricht par une équipe de juristes autour du professeur Vlad Constantinesco a fait autorité. Finalement, la présence des institutions européennes a fait de Strasbourg une université d'expertise sur les questions européennes dans les disciplines juridiques, historiques et de sciences politiques. Cette dernière discipline se développe depuis les années 1990. En fait, deux mouvements se rencontrent : le besoin d'expertise de la part des institutions et la capacité pour l'université d'attirer des experts des institutions pour des conférences, des colloques et des cours.

« La présence des institutions européennes a fait de Strasbourg une université d'expertise sur les questions européennes . »



↑ **Sylvain Schirmann**, responsable du centre d'excellence Jean Monnet.

L'Université de Strasbourg a-t-elle contribué à des avancées européennes tant par la formation que par la recherche ?

L'université a été un vrai terrain d'expérimentation en matière de coopération universitaire transfrontalière.

Eucor montre ce qu'on peut faire en termes de dépassement de la frontière. L'Unistra a également joué un des tous premiers rôles pour l'accueil des étudiants étrangers. Nous avons très tôt rendues obligatoires des années universitaires à l'étranger dans certains de nos cursus. Ce n'est pas rien, tant la coopération est un des fondements de l'Europe. Pour répondre plus précisément à votre question, je voudrais également parler des écoles politiques du Conseil de l'Europe auxquelles des enseignants de l'IEP de Strasbourg ont participé après la chute du Mur de Berlin. Ils partaient former des responsables des pays de l'Est de l'Europe, par exemple dans le Caucase, aux rouages de la démocratie. Cela perdure d'ailleurs aujourd'hui à travers le Forum de la démocratie.

Compte tenu de la crise que connaît aujourd'hui l'Europe, l'Université de Strasbourg aurait-elle raté un épisode ?

Je ne sais pas si nous avons raté un épisode, mais cette crise nous amène à ouvrir des chantiers que nous avons peut-être négligés. En fait, nous nous sommes surtout intéressés à la construction européenne sous l'angle d'un processus linéaire, fonctionnaliste et sous l'aspect de l'europanisation. Or, les crises actuelles nous montrent que c'est beaucoup plus complexe. Nous devons investir de nouveaux terrains de recherche. En 2009, au moment de la crise financière, nous avons par exemple ouvert des chantiers sur l'anti, l'alter, l'eurosepticisme. Il y a quelques années, nous avons lancé les débats sur l'Europe en question. Encore faut-il lire les travaux des chercheurs : c'est un vrai défi !

■ Propos recueillis par Jean de Miscault

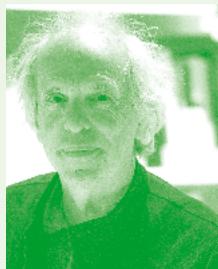


Le 10 août 1949, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe se réunit pour la première fois à Strasbourg dans l'aula du Palais universitaire sous la présidence provisoire d'Édouard Herriot. Dès le lendemain, le délégué socialiste belge Paul-Henri Spaak, précédemment ministre des Affaires étrangères, est élu à la présidence de l'assemblée.



# « L'étudiant est un acteur de la construction de l'Europe »

L'appel à projets « Universités européennes », lancé dans le cadre du programme Erasmus+ de la Commission européenne a eu un écho très favorable. Pas de moins de 54 dossiers ont été déposés. L'Université de Strasbourg s'est alliée à sept établissements européens pour déposer le projet EPICUR. Éclairage sur les enjeux de ces universités européennes avec Alain Beretz, chargé par le Premier ministre d'une mission sur les universités européennes.



Alain Beretz, chargé par le Premier ministre d'une mission sur les universités européennes.

L'appel à projets « Universités européennes » a été lancé par la Commission européenne, en écho au discours de la Sorbonne prononcé par le Président de la République en septembre 2017. En l'espace de quelques mois et malgré la complexité des dossiers à monter, 54 projets ont été soumis. Comme le souligne Alain Beretz, « toutes les universités voudraient en être », mais seuls douze seront sélectionnés. Il poursuit en expliquant : « L'Europe, dans ses fondamentaux, parle aux universitaires. Et ce depuis longtemps : Érasme, le voyageur, n'est-il pas un bon exemple d'universitaire européen de la Renaissance ? ».

Faire ses études dans les universités européennes est une expérience passionnante, qui permettra d'obtenir des diplômes en étudiant dans plusieurs pays de l'Union européenne, de se sentir chez soi dans plusieurs universités, de tester de nouvelles modalités d'enseignement et des pédagogies innovantes inspirées de la recherche, de s'exprimer en plusieurs langues, d'être dans une démarche interdisciplinaire...

## Mieux que la PAC

En jetant des ponts sur les frontières, les universités européennes se montrent aussi des promotrices convaincues et convaincantes des valeurs européennes : « L'étudiant est un acteur fondamental de la construction de l'Europe, la jeunesse le fait beaucoup mieux que la politique agricole commune (PAC) ! » estime Alain Beretz, pour

qui les partenariats créés entre toutes ces universités ont valeur de « symboles de confiance et d'enthousiasme par rapport à l'Europe ». De ces liens doivent surgir de nouvelles générations de citoyens, à formation et à ouverture internationales, dotés d'une « vraie conscience européenne ».

« Les deux premières années seront consacrées à l'expérimentation, l'objectif étant de créer les bonnes conditions pour rédiger au mieux le prochain appel de 2021 et déboucher sur un label si le cahier des charges a été bien rempli. Et d'ici à 2022, plus de vingt réseaux d'universités européennes auront vu le jour ».

■ M.N.

De ces liens doivent surgir de nouvelles générations de citoyens, dotés d'une « vraie conscience européenne ».

## Epicur (European Partnership for an Innovative Campus Unifying Regions)

Le projet Epicur déposé sous la conduite de Christelle Roy, vice-présidente Stratégies et développements de l'Université de Strasbourg s'appuie sur les trois fonctions stratégiques de l'université : formation, recherche, innovation. Huit universités de six pays composent cette alliance : Université d'Amsterdam (Pays Bas), Université de Haute-Alsace et Université de Strasbourg (France), Université Adam-Mickiewicz de Poznan (Pologne), Université de ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne (Autriche), Institut technologique de Karlsruhe et Université de Freiburg (Allemagne), Université Aristote de Thessalonique (Grèce).

→ Moment d'échanges privilégiés pour les étudiants sortants 2019/2020 avant leur départ. Un événement proposé par la direction des relations internationales en mars dernier.

## Plus européenne que jamais



**Morna Holmes** étudie la comptabilité et le français à Glasgow. Cette année, depuis la rentrée de septembre, elle est inscrite à l'Ecole de management de Strasbourg. *« Depuis que je suis ici, je me suis fait beaucoup d'amis qui sont comme moi étudiants Erasmus. J'ai des amis qui viennent de Norvège, des Pays-*

*Bas, d'Italie... J'ai déjà rendu visite à une amie en Belgique qui était à l'EM au premier semestre. Je me sens plus européenne que jamais. Et à Strasbourg, je ressens un fort sentiment d'appartenir à une communauté. Je fais partie d'un groupe de course à pied, je fréquente une église, je suis membre de l'association Erasmus Student Network... Et je viens d'Écosse, où on a voté en majorité pour rester dans l'Union européenne ! »*

## Citoyen du monde



**Simon Uricher** est parti six mois à Cork en Irlande en 2015, alors qu'il était en deuxième année de DUT informatique à l'IUT Robert-Schuman d'Illkirch-Graffenstaden. *« Au cours de cette expérience, je me suis senti citoyen international plus qu'europpéen. En plus des étudiants Erasmus, j'ai rencontré des gens du monde entier :*

*des Indiens, des Chinois, des Japonais... Finalement, on apprend à ne plus regarder les nationalités, mais à s'y intéresser seulement pour découvrir les nouveautés qu'elles apportent. On apprend à connaître de nouvelles religions, de nouvelles spécialités culinaires... C'est une expérience très enrichissante dont je garde un excellent souvenir. »*

## Une volonté commune de travailler ensemble

**Camille Dieudonné**, personnel administratif de la direction des relations internationales

*« Je suis partie en juin 2018 pour une staff week à Thessalonique en Grèce. En travaillant dans le domaine européen, je n'envisageais pas de ne pas partir. Participer à ce type de séjour permet de rencontrer des personnes qui possèdent une culture et une vision différente, c'est toujours enrichissant. Se retrouver dans un groupe avec une dizaine de nationalités différentes et discuter sur les mêmes sujets, cela fait prendre conscience de l'existence d'un peuple européen. On perçoit une volonté de travailler ensemble au-delà de l'aspect nationaliste. Et cela donne envie de repartir pour échanger à nouveau et rencontrer de nouvelles personnes. »*



# Sortir des *fake news* sur l'Europe

L'Europe est incontestablement le royaume des *fake news*. On ne compte plus les sujets de désinformations : déficit démocratique, passoire à migrants, fille cachée de la CIA ou du nazisme (si, si!)... L'université, en tant que productrice, détentrice et médiatrice de savoirs, a un rôle à jouer pour tenter de dégonfler ces innombrables baudruches. À Strasbourg, plusieurs universitaires relèvent le défi.

Déjà en 2015, Mathieu Schneider, vice-président Culture, sciences en société en partenariat avec la Ville de Strasbourg, avait lancé Les Grands débats

Les débats ont lieu loin des amphes et des salles de cours universitaires, histoire de toucher d'autres publics.

de l'université de Strasbourg. En cette année d'élections européennes, la thématique s'est imposée d'elle-même : « L'Europe en questions ». « Non seulement, nous voulons porter le débat, insiste le vice-président Culture, sciences en société. Mais nous voulons aussi montrer ce que l'Europe apporte concrètement au citoyen. »

Cet hiver et ce printemps, entre 50 et 100 personnes se sont pressées à chacun de ces débats aux thèmes bien choisis : le Brexit, les lobbys, les valeurs européennes, la démocratie...

De leur côté, ce printemps, Fleur Laronze, enseignante à l'Institut d'études politiques de Strasbourg (IEP) et Philippe

**Fleur Laronze**, enseignante à l'IEP de Strasbourg, et **Philippe Gillig**, enseignant à la Faculté des sciences sociales.



Gillig, enseignant à la Faculté des sciences sociales ont eux aussi choisi l'Europe comme thème central de leurs conférences initiées dans le cadre du programme L'Université en campagne contre les idées reçues.

## Attention fragile !

« L'Europe est un corps fragile. Nous devons tous faire des efforts pour fabriquer de l'unité, pour dégager des compromis, pour éviter la vétocratie ! » Dans une des salles de la Maison de l'Europe, entre Conseil de l'Europe et Cour européenne des droits de l'Homme, Jean-Louis Bourlanges intervient dans le cadre des Grands débats de l'Université de Strasbourg. Sujet du jour : « L'Union européenne, quel modèle démocratique ? » Une soixantaine de personnes, dont une quinzaine d'étudiants, sont venues écouter le député français, ancien député européen, connu pour être un des hommes politiques les plus au fait des questions européennes.

Jean-Louis Bourlanges ne le conteste pas : « L'Europe est un corps politique bizarre constitué de 27 – ou 28 ? – États souverains. » Pour autant, insiste-t-il, de réels progrès démocratiques ont été accomplis depuis le traité de Maastricht : « Le Parlement a obtenu deux pouvoirs considérables : il vote le budget et il participe à l'élection de la commission et de son président. » À l'issue de l'intervention, deux étudiants de l'IEP, Juliette et Martin, lancent le débat : « La vague populiste semble contagieuse, les démocraties illibérales menacent-elles l'Europe ? » Réponse du député : « L'Europe, ça a toujours été un combat. Aujourd'hui le vrai défi de l'Europe, ce sont ses compétences. Elle n'en a pas assez. L'Europe doit cesser d'être la mouche du coche. Nous devons transformer la chrysalide en papillon. »

## « Orienter les publics désorientés »

Fleur Laronze et Philippe Gillig ont lancé L'Université en campagne contre les idées reçues en 2017. Une fois tous les mois et demi, ils organisent une conférence débat sur un thème d'actualité, générateur d'idées reçues. En déjà presque deux ans, les sujets n'ont pas manqué : les ordonnances travail, l'immigration, l'égalité femme-homme, les aides sociales...

À chaque fois, et c'est sans doute un des intérêts principaux de la démarche, les débats ont lieu loin des amphes et des salles de cours universitaires : aux centres socioculturels de HautePierre ou de Koenigshoffen, au centre d'action sociale et familiale



**Mathieu Schneider**, vice-président lors de l'introduction du débat *Brexit or not Brexit : quelle est la question ?* au Lieu d'Europe en février dernier.

de Bischwiller, à l'espace culturel de Vendenheim, au lycée Robert-Schuman d'Haguenau... Histoire de toucher d'autres publics : les lycéens, les habitants des

quartiers, les ruraux. « *Nous voulons rendre l'université plus accessible*, explique Fleur Laronze. *Nous voulons faciliter l'accès à la connaissance scientifique.* »

En ce début de 2019, année électorale oblige, deux sujets européens ont été retenus : « L'Europe, outil néolibéral ou protecteur ? » et « L'Europe, frontière ou passoire ? » Sur ce dernier thème, les idées reçues suivantes ont par exemple été décortiquées : les immigrés sont des étrangers ; les immigrés viennent en Europe pour profiter des prestations sociales ; l'Europe fait face à une vague d'immigration sans précédent...

« *Nous voulons orienter des publics désorientés*, insiste Philippe Gillig. *Nous mettons à leur disposition des sources fiables d'information, tels que les très nombreux travaux universitaires sur tous ces sujets.* »

■ J.d.M.

## Toute l'histoire de la construction européenne dans un fonds documentaire

Le pôle documentaire de la Bibliothèque nationale universitaire (BNU) sur les questions européennes est créé en 1992 au moment où Strasbourg est confirmé comme siège officiel du Parlement européen. Il compte aujourd'hui plus de 50 000 documents. « *C'est à partir des fonds préexistants de la BNU qu'il a vu le jour. Il s'est ensuite étoffé au fil des années par notre politique d'acquisition et par des dons. Le Conseil de l'Europe y a par exemple déposé sa bibliothèque en 2007. Plus récemment, c'est l'ensemble de la littérature grise du Conseil de l'Europe qui y est versé* », explique Jérôme Schweitzer, directeur du département des collections de la BNU. En 2017, le pôle est labellisé collection d'excellence pour la recherche au niveau national.

« *Les thématiques abordées sont larges mais elles se concentrent sur les sciences sociales, juridiques et politiques. On y retrouve des ouvrages, des fonds de cartes, des documents administratifs, ou encore une exceptionnelle collection d'affiches des différentes campagnes des élections européennes* », commente Claire Uhrich, bibliothécaire au sein de ce pôle.

Au final, c'est toute l'histoire de la construction européenne qui se retrouve dans ce fonds destiné à un public universitaire comme à un public plus large. « *Nous sommes également souvent sollicités par des équipes de recherche sur des problématiques spécifiques* », ajoute Claire Uhrich. Des événements culturels sont également régulièrement organisés comme l'exposition *Élire l'Europe* qui s'est tenue à la



Affiche de 1957 conservée à la BNU, présentée pendant l'exposition *Élire l'Europe*. Elle incitait les citoyens à participer à des élections organisées par des mouvements pro-européens. Les premières élections européennes auront finalement lieu en 1979.

BNU de février à mars dernier, et qui a notamment permis d'exposer de nombreuses affiches européennes.

■ Frédéric Zinck

# After-Brexit

Comment vont se positionner les universités britanniques lorsque le Royaume-Uni aura quitté l'Union européenne ?

Helen McMillan, directrice régionale pour l'Europe de l'Université d'Édimbourg est catégorique : « Nous sommes et serons toujours étroitement liés à l'Europe. » En témoignent un effectif important d'étudiants et

« Il ne fait aucun doute que le Brexit lance des défis, mais ils ne sont pas insurmontables. »

d'enseignants européens, la diversité des échanges, un réseau de partenaires bilatéraux, des collaborations européennes de recherche.

« Mais la partie UK, en faisant face à des obstacles inédits, devra faire plus d'efforts pour conserver ses engagements. »

30 % des résultats des recherches menées à l'Université d'Édimbourg sont coproduits avec des collaborateurs européens. « Nous continuons à faire pression pour être pleinement associés à Horizon Europe, en étant membres du Russell Group et de la Ligue des universités de recherche européennes (LERU) et pour participer aux programmes de recherche financés par l'Union européenne... Et nous avons rejoint l'Alliance européenne des universités, l'Una. » Simultanément, les laboratoires de recherche sont invités à envoyer des dossiers de financements « à toutes les sources possibles ».

## Des défis qui font grandir

« L'Université d'Édimbourg est la première bénéficiaire des financements Erasmus au Royaume-Uni. Il subsiste un doute quant à notre éligibilité pour le reste du programme et notre association au nouveau programme Erasmus+, mais nous restons dans le circuit car nous voulons poursuivre la mobilité des étudiants et des enseignants et obtenir le financement nécessaire. »

La perspective du Brexit a poussé l'université à considérer ses partenaires européens de manière stratégique. « Nous avons rendu visite à bon nombre d'entre eux au cours de cette dernière année afin d'envisager la suite, dans l'ambition partagée de projets collaboratifs de pointe. Le Brexit nous fait réfléchir de manière créative par rapport au modèle de partenariat institutionnel et traditionnel, par le développement de programmes conjoints, des modèles innovants de mobilité... Il ne fait aucun doute que le Brexit lance des défis, mais ils ne sont pas insurmontables et l'université va grandir en les affrontant. »

## Tableur sur l'attractivité

Quant à Stephen Davison, responsable des partenariats publics internationaux de l'Université de Cambridge, il insiste sur la nécessité de sa prestigieuse institution de continuer à être attractive : « Nous ne pouvons pas nous permettre d'être isolationnistes. Tant que notre université attirera les talents, les financements suivront. »

L'Université de Cambridge entend bien développer encore ses programmes d'échange et de recherche avec des universités européennes, notamment avec l'Université Ludwig-Maximilian de Munich. Mais elle s'implique aussi dans des partenariats extra-européens, comme le campus Create (Campus for Research Excellence and Technological Enterprise) à Singapour, qui rassemble des centres de recherche issus d'universités de premier plan du monde entier. « Il nous faudra négocier pour le mieux et faire preuve d'ouverture. Du côté des mobilités étudiantes, nous n'avons pas observé de changements significatifs dans les inscriptions d'étudiants venant d'autres pays... mais le futur est encore incertain. »

■ M.N.

Moment d'échanges pour les étudiants sortants 2019/2020 avant leur départ.





# « Eucor est notre laboratoire d'expériences »

Eucor – Le Campus européen est depuis plusieurs décennies un pilier de la coopération transfrontalière en associant les universités de Bâle, Fribourg, Mulhouse, Strasbourg et le Karlsruher institut für technologie (KIT). La recherche en est le fondement, comme l'explique son vice-président, Joern Pütz<sup>1</sup>.



Joern Pütz, vice-président Eucor – Le Campus européen.

Est-ce qu'Eucor a préfiguré les universités européennes ?

Bien sûr. Eucor existe depuis 30 ans, il partait alors d'une initiative « bottom up » émanant d'enseignants-chercheurs des universités rhénanes. En 2015, avec le soutien politique des cinq universités, des cinq régions et des gouvernements, nous sommes allés plus loin en créant une entité juridique, le premier Groupement européen de coopération territoriale

(GECT) piloté par des universités. Ce n'est pas une fusion, mais il y a une gouvernance commune, des moyens et des projets communs. L'objectif est de soutenir toutes les initiatives de coopération, de favoriser la mobilité des étudiants, enseignants-chercheurs et personnels, de créer des cursus doublement ou triplement diplômant.

Pourquoi Eucor n'a pas candidaté à l'appel à projet européen ?

Eucor avait l'appui politique des régions pour devenir l'université européenne par excellence.

## 9,1 millions d'euros pour la recherche transfrontalière en sciences quantiques

Le projet Qustec (Quantum Sciences and Technologies at the European Campus) vise la création d'un programme doctoral trinational en sciences quantiques, avec le recrutement de 39 doctorants. C'est un des quatre domaines de coopération et de recherche prioritaires d'Eucor, avec la médecine de précision et personnalisée, le développement durable et les identités européennes. 4,2 millions sont financés par l'UE.

Malheureusement l'Université de Bâle ne faisant pas partie de la zone Erasmus<sup>2</sup>, Eucor n'était pas éligible en tant que tel. Mais les quatre autres universités d'Eucor forment la base du projet Epicur. La valeur ajoutée d'Eucor est surtout la proximité. Il est assez simple d'organiser une réunion entre universités voisines. Et puis il existe une confiance totale entre les cinq partenaires. Cette confiance a conduit à la réussite du projet Qustec.

Ce projet est lauréat de l'appel CoFund de l'Union européenne dans le programme H2020, que signifie-t-il ?

Depuis deux ans, les chercheurs en sciences quantiques des universités de Bâle, Fribourg, Strasbourg et du KIT, qui sont mondialement reconnus, se sont mobilisés à travers Eucor pour répondre à cet appel à projets, avec le département Recherche d'IBM. Qustec a été classé deuxième sur 114 projets soumis. C'est la première fois qu'un GECT est lauréat d'un appel à projet de l'UE, au même titre qu'une université.

J'aimerais que d'autres chercheurs soient inspirés par cette réussite, qu'ils aient envie de construire d'autres projets CoFund avec Eucor pour mener une recherche et une formation d'excellence. Eucor est notre laboratoire d'expériences, pour développer la coopération franco-allemande, européenne, internationale. Nous allons nous appuyer sur les expériences et les résultats obtenus. Ils pourront inspirer la construction du réseau européen Epicur.

■ Propos recueillis par Stéphanie Robert

1 Joern Pütz est aussi vice-président délégué aux relations franco-allemandes de l'Université de Strasbourg.

2 Les pays membres de l'Union européenne et l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Turquie, la Macédoine, la Serbie.

« La valeur ajoutée d'Eucor est surtout la proximité... »



## Faire l'expérience de la mobilité pour mieux la comprendre



**Andrea Young**, enseignante et directrice adjointe chargée des relations internationales de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation (Espe) et **Isabelle Four Schacke**, chargée du secrétariat de ce service, sont parties en binôme en staff week à Budapest en mars dernier. De par sa fonction, Andrea Young part tous les ans dans divers pays européens, mais pour Isabelle Four Schacke c'était une première. « *Avant de partir j'étais un peu inquiète. J'avais l'angoisse de prendre l'avion, de parler anglais... Mais au final, c'était très intéressant de voir comment se passe une mobilité et de s'immerger dans un environnement anglophone. Cela m'a motivé à apprendre la langue* », admet-elle. « *Comprendre une mobilité sans la vivre c'est difficile à imaginer* », ajoute Andrea Young.



Elle qui possède la double nationalité franco-britannique, se sent européenne « *depuis longtemps* » !

## Lever les freins à la mobilité



**Irini Tsamadou-Jacoberger**, vice-présidente Relations internationales :  
 « *Notre politique d'établissement s'est fixé comme objectif l'augmentation des mobilités pour tous les publics de 30% d'ici 2021. Dans ce but, les mesures prises et les actions engagées devront lever les trois freins souvent évoqués envers la mobilité à savoir les freins financier, linguistique et psychologique. Nous avons engagé une réflexion particulière portant sur la valorisation de l'expérience de la mobilité et sur le renforcement de son impact sur les domaines personnel, académique et professionnel. Bien que le dispositif Erasmus+ soit notre levier majeur pour la promotion de la mobilité en Europe, nous candidatons aussi à d'autres programmes et nous participons activement à des réseaux européens comme l'Université franco-allemande, le réseau Academic Consortium 21, le réseau Utrecht et le réseau Eurolife. Nous soutenons différents types de séjours internationaux : mobilités d'études de plus ou moins longue durée, des stages et de courts séjours linguistiques et culturels. Depuis février 2019, nous proposons un modèle de programmes courts en anglais mis en place pour garantir une forme de réciprocité adaptée à nos partenaires anglo-saxons. Enfin, l'élargissement des mobilités Erasmus+ à L2 en 2017-2018 et 2018-2019 pour les stages, en 2018-19 pour les études et en mars 2019 pour les doctorants devra aussi contribuer à l'augmentation des mobilités en Europe et dans le monde.* »

# Les mobilités européennes en 2017-2018

👤 👤 → **1 351** étudiants

inscrits à l'Université de Strasbourg **proviennent d'établissements partenaires européens**. Ils représentent **12,7 %** des étudiants internationaux (10 556) inscrits à l'université.

Top 3 des **pays des étudiants européens entrants** :

PPP → **Allemagne, Italie et Espagne**

← 👤 **1 569** étudiants

de l'Université de Strasbourg ont réalisé une **mobilité européenne**, dont **816** en échange **Erasmus+** (52 %)

Top 3 des **pays destinataires** :

← PPP **Royaume-Uni, Allemagne et Espagne**

🎓 🎓 **39** double diplômes

(sur 50) ont été obtenus avec les pays de l'UE

📄 **116** co-tutelles

de thèses (sur 206) ont été réalisées en Europe

**163** étudiants

de l'Université de Strasbourg sont partis via le programme **Erasmus+ stage** en 2018 (contre 92 en 2011)

→ 👤 **50** enseignants-chercheurs et **10** personnels administratifs sont partis en **mobilité européenne**